

Réf : Accom DEROGATION 2006/4

Résumé de l'avis du 17 mars 2006 relatif à une demande de renouvellement de la dérogation à la règle limitant le montant des honoraires pour la prestation d'autres services (ratio « one to one ») visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés (voir aussi Accom Dérogation 2005/3).

▪ **Introduction / Objet de la demande d'avis**

Le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire (ci-après, le Comité) a été saisi par un commissaire sur base de l'article 133, alinéa 6, 2° du Code des sociétés, d'une demande d'avis préalable au sujet d'une demande de dérogation à la règle dite « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Ladite règle « one to one » impose aux commissaires (ainsi qu'à leur réseau) de certaines sociétés, l'interdiction de prester des services autres que ceux qui sont confiés par la loi au commissaire, dans la mesure où le total des rémunérations afférentes à ces services dépasserait les émoluments pour l'exercice du mandat de commissaire.

Le Comité a décidé d'accorder au commissaire la dérogation demandée au respect de la règle one to one pour l'exercice 2005 (voir Accom Dérogation 2005/3 du 26 août 2005). Cette dérogation était valable pour un exercice et pouvait être renouvelée moyennant l'introduction d'une demande dûment motivée.

Le commissaire sollicite le renouvellement de la dérogation au respect de la règle one to one pour la prestation de services de nature fiscale en grande partie identiques ou similaires, au cours de l'exercice 2006.

▪ **Principaux éléments du dossier**

Le requérant est le commissaire d'une société mère de droit belge qui fait partie d'un groupe international. Au niveau de la société faitière internationale, un comité d'audit a été institué et est chargé d'approuver les prestations de services non-audit complémentaires au cas où le total des rémunérations afférentes aux services non-audit atteint un montant supérieur à 50 pourcent des honoraires pour les services audit considérés au niveau du groupe. Selon le requérant, tel n'est pas le cas au moment de l'introduction de sa demande.

Aucun comité d'audit n'a été institué au niveau des sociétés de droit belge.

La société de droit belge a fait appel au réseau du commissaire pour la prestation de certains services spécifiques, à savoir la consultance et l'assistance dans le cadre des déclarations fiscales à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents pour les cadres étrangers employés en Belgique.

La société de droit belge a également demandé au réseau du commissaire de prester, au cours de l'exercice 2006, d'autres services de nature fiscale, à savoir une consultance et une assistance orales et/ou écrites dans le cadre de la préparation des déclarations à l'impôt des sociétés en Belgique   établir par les sociétés belges du groupe, et des formulaires nécessaires qui doivent être joints à la déclaration à l'impôt des sociétés, ainsi qu'une consultance et une assistance orales et/ou écrites pour le traitement de questions de nature fiscale. D'après le commissaire, il s'agit là d'activités caractéristiques de "compliance", telle l'assistance dans l'établissement des déclarations fiscales. D'autre part, il s'agit de réponses à des questions relatives à l'impact fiscal de la réalisation de certaines transactions envisagées par la société ou aux formalités à remplir à l'occasion de transactions spécifiques.

Le requérant a confirmé que les missions de nature fiscale envisagées ne comportent aucune représentation de la société contrôlée dans la résolution de litiges. De l'avis du requérant, ces prestations ne sont pas interdites et ne mettent pas en cause son indépendance en tant que commissaire.

Sur base des informations communiquées par le commissaire, tant la compatibilité du contenu détaillé des missions que les honoraires proposés pour les prestations envisagées ont été préalablement soumis pour approbation à l'auditeur du groupe de la société fa ti re internationale. Les honoraires afférents aux services non-audit font annuellement l'objet d'un rapport de la part de cet auditeur du groupe au comité d'audit international.

Pour ce qui concerne plus particulièrement le respect de la règle one to one visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés, le commissaire déclare que le budget prévu pour la prestation des services envisagés au cours de l'exercice 2006, a été fixé à un montant maximum dépassant les honoraires afférents au mandat de commissaire.

Le commissaire ne sera dès lors en mesure de respecter les dispositions précitées du Code des sociétés et ne pourra effectivement prester les services complémentaires visés que s'il obtient du Comité une dérogation à la règle one to one.

Sur base des informations communiquées par le commissaire, il n'y aura pas de prestations d'autres services non-audit à des filiales du groupe. Le commissaire ne prévoit dès lors pas de dépassement de la règle one to one au niveau des filiales de la société de droit belge.

▪ **Avis du Comité (dérogation)**

Aspects de procédure

Le requérant a confirmé par écrit avoir transmis au Comité toutes les informations utiles en vue d'un examen correct de sa demande, et ce conformément à l'article 2, alinéa 7 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 en exécution de l'article 133, alinéa 10 du Code des sociétés visant la création du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire.

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté, les experts désignés respectivement par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et par le Conseil Supérieur des Professions Economiques ont été invités à donner leur avis sur le dossier.

Nature et portée de l'avis

L'avis formulé ci-après a été rendu sur base de l'article 133, alinéa 6, 2^o du Code des sociétés qui investit le Comité du pouvoir d'accorder des dérogations au respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Compatibilité de la prestation des services visés avec l'exercice du mandat de commissaire

Il ressort des informations communiquées par le commissaire que les autres prestations de services qui seraient confiées par la société de droit belge au réseau fiscal du commissaire au cours de l'exercice 2006, seraient pour partie identiques à celles prestées en 2005, à savoir la consultance et l'assistance dans le cadre des déclarations à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents à établir par des cadres étrangers employés en Belgique.

La compatibilité des services visés avec le mandat de commissaire a déjà été examinée dans Accom Dérogation 2005/3 du 26 août 2005.

Après examen et aux mêmes motifs que ceux exposés dans Accom Dérogation 2005/3, le Comité est d'avis que les services visés à prester par le réseau du commissaire en 2006, ne sont pas susceptibles de menacer l'indépendance du commissaire et qu'en agissant de la sorte, le commissaire n'accomplira pas un rôle de représentation incompatible avec sa responsabilité de commissaire, et qu'il n'encourra pas de risque d'autor vision.

Le Comité est arrivé à une conclusion identique pour ce qui concerne les autres services de nature fiscale (voir la description supra)   prester au cours de l'exercice 2006.

Examen de la demande de dérogation à la règle « one to one »

Le Comité constate que la société de droit belge est soumise aux règles du groupe international en matière de gouvernance d'entreprise.

Le Comité a également pris connaissance des procédures internes suivies par le commissaire dans le souci de préserver le respect des règles en matière d'indépendance.

Le Comité constate dans le cas d'espèce que le dépassement du ratio à la suite des prestations de services envisagées, sera relativement limité, et que si le ratio était calculé au niveau du groupe, il n'y aurait pas de dépassement, ou le dépassement serait marginal.

Compte tenu de ce qui précède, le Comité est d'avis que l'indépendance du commissaire de la société de droit belge ne sera pas ou ne risque pas d'être mise en cause du fait que les honoraires relatifs aux prestations de services de nature fiscale, telles qu'envisagées, dépasseront de façon limitée les émoluments attribués au commissaire pour le mandat qu'il exerce durant ce même exercice.

▪ **Dérégation**

Pour les motifs exposés ci-avant, le Comité a décidé d'accorder au commissaire de la société de droit belge concernée la dérogation demandée au respect de la règle one to one prévue à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

La dérogation porte sur les seules prestations de services de nature fiscale susvisées, qui seront prestées par le réseau du commissaire pendant l'exercice 2006, à concurrence d'un montant maximum.

Aucune autre prestation de services complémentaires à fournir à la société de droit belge au cours de l'exercice 2006 ne pourra être acceptée par le commissaire (et son réseau) sans l'introduction d'une nouvelle demande de dérogation auprès du Comité et l'obtention d'une dérogation complémentaire.

En ce qui concerne le passage à introduire dans le rapport annuel 2006 de la société de droit belge au sujet des honoraires afférents aux autres prestations de services, le Comité recommande au commissaire d'y faire préciser de façon explicite que la règle one to one prévue par l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés a certes été dépassée mais que ce dépassement a fait l'objet d'une dérogation accordée par le Comité.

La présente dérogation est renouvelable pour des exercices ultérieurs moyennant l'introduction d'une demande dûment motivée.